

La DGFIP est très engagée en matière de coopération internationale

Elle conduit de nombreux jumelages ou projets financés par l'Union Européenne ou par d'autres bailleurs de fonds internationaux, en Europe, dans le pourtour méditerranéen, en Afrique subsaharienne et en Amérique latine.

Sur financement de l'État français, elle met en œuvre de nombreux programmes de coopération bilatérale au profit de pays de l'ensemble des continents et forme des fonctionnaires étrangers au sein de son École nationale des Finances publiques (ENFiP).

Elle dispose enfin d'un vaste réseau d'experts intervenant pour des missions de court terme ou installés auprès d'administrations étrangères ou d'organisations internationales. Elle est également très impliquée dans les travaux du CREDAF<sup>(1)</sup>, de l'AIST<sup>(2)</sup> et du CIAT<sup>(3)</sup>.



The DGFIP is highly involved in international cooperation



The DGFIP takes part in a lot of international cooperation bilateral exchanges and projects funded either by the European Union or by other international backers, in Europe, the Mediterranean region, Subsaharan Africa and Latin America. With its funds provided by the French Government, it implements many programmes of bilateral cooperation for many countries over all continents and trains foreign public officials in the National University of Public Finances (ENFiP).

It finally relies on a wide network of experts working for short-term missions or settled in foreign administrations or international organizations. It is also highly involved in the work of CREDAF<sup>(4)</sup>, AIST<sup>(5)</sup> and CIAT<sup>(6)</sup>.

<sup>(1)</sup> CREDAF : Centre de Rencontres et d'Études des Dirigeants des Administrations Fiscales

<sup>(2)</sup> AIST : Association Internationale des Services du Trésor

<sup>(3)</sup> CIAT : Centre Inter-Américain des Administrations Fiscales

<sup>(4)</sup> CREDAF : Conference and Study Center for Tax Administration Managers

<sup>(5)</sup> AIST : International Association of Treasury Services

<sup>(6)</sup> CIAT : Inter-American Center of Tax Administrations

La direction générale des Finances publiques (DGFIP)



La direction générale des Finances publiques (DGFIP) exerce ses missions au cœur de la vie financière publique française tant au plan national qu'à l'échelon local : missions fiscales de gestion et de contrôle et missions de gestion publique au service de l'État et du secteur public local.

En matière **fiscale et foncière**, la DGFIP élabore la législation et la réglementation.

Elle traite les déclarations des professionnels et des particuliers, calcule le montant des impôts directs (impôts d'État et impôts locaux), assure le contrôle du respect des obligations fiscales et mène la lutte contre la fraude fiscale.

La DGFIP recouvre également les impôts des professionnels et des particuliers et met en œuvre, si nécessaire, les poursuites nécessaires au recouvrement. Elle perçoit les impôts locaux pour le compte des collectivités territoriales et leur en reverse le produit.

Elle traite les réclamations contentieuses et gracieuses, en matière d'assiette, de contrôle et de recouvrement.

Dans le cadre de ses missions foncières, elle détermine l'assiette des impôts fonciers, établit les données cadastrales et assure les formalités d'enregistrement et de publicité foncière.

Dans le domaine de la **gestion publique**, la DGFIP tient les comptes de l'État, des collectivités territoriales et des organismes publics. Elle paye les dépenses, recouvre les recettes, assure la tenue de la comptabilité et produit l'information budgétaire et comptable.

En matière domaniale, la DGFIP assure les missions d'évaluation et de gestion domaniale ainsi que la mise en œuvre de la politique immobilière de l'État.

Enfin, la DGFIP joue un rôle important en relation avec la sphère économique : elle participe à l'action économique de l'État par ses prestations d'expertise financière et de conseil, comme par son rôle dans le soutien aux entreprises en difficulté ; elle gère par ailleurs les dépôts de fonds d'organismes et de professions chargés de missions d'intérêt général.

Dans l'exercice de ses missions, la DGFIP s'appuie sur l'École nationale des finances publiques qui intervient dans la formation initiale et continue des agents et des cadres. La DGFIP assure également le contrôle et la maîtrise d'activité avec des corps internes d'audit et de maîtrise des risques. Enfin, la filière informatique assure l'exploitation des applications de tous les domaines d'activités de la DGFIP.

La DGFIP engage pour la période 2013-2018 une démarche stratégique construite autour des 4 objectifs suivants :

- contribuer à la solidarité financière des institutions publiques ;
- favoriser un environnement de confiance dans le pays par la qualité de son service et par sa proximité avec tous ses usagers et partenaires ;
- offrir une gamme généralisée de services numériques ;
- créer une culture commune (notamment en matière de simplifications, d'ouverture sur l'extérieur,...)

## QUELQUES CHIFFRES 2012

### LES EFFECTIFS

- **115 411 agents**
- **61,4 %** de femmes et **38,6 %** d'hommes

### LES PRINCIPALES RECETTES FISCALES

Impôts d'État :

- **173,3 milliards €** de TVA
- **58,6 milliards €** d'impôt sur les sociétés
- **65,5 milliards €** d'impôt sur le revenu
- **5 milliards €** d'impôt de solidarité sur la fortune

Impôts locaux :

- **77,7 milliards €** (taxe d'habitation, taxe foncière et impôts locaux professionnelles)

### LES PARTICULIERS

- **36,4 millions** de déclarations sur le revenu dont près de **13 millions par internet**
- **61,7 millions** d'avis de taxe d'habitation et taxe foncière

### LES PROFESSIONNELS

- **5 millions** d'entreprises soumises à la TVA
- **1,8 millions** d'entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés (IS)
- **90%** de recettes TVA, IS, taxe sur les salaires acquittées par téléversement

### LE CONTRÔLE FISCAL

- **18,1 milliards €** de droits et pénalités rappelés
- **1,5 million** de contrôles fiscaux (du bureau et sur place)

### LE FONCIER

- **104 millions** de parcelles et **50 millions** de locaux répertoriés

### LES DÉPENSES PUBLIQUES

- exécutées pour le compte de l'État : **612,4 milliards €**
- exécutées pour le compte des collectivités locales : **170 000** budgets dont :
  - **26,8 milliards €** pour les régions
  - **66,8 milliards €** pour les départements
  - **89,9 milliards €** pour les communes
  - **35,2 milliards €** pour les groupements à fiscalité propre

### LE DOMAINE

- **515 millions €** de produits de cessions immobilières
- **188 900** évaluations d'immeubles

### LE BUDGET de fonctionnement

- Dépenses de personnel : **7,1 milliards €**
- Dépenses de fonctionnement et d'investissement : **1,3 milliard €**

### LA FORMATION

- L'effort de formation représente 269 000 jours/agent (formation initiale, continue et préparations aux concours)

### L'INFORMATIQUE

- 300 applications informatiques en gestion complète (développement, exploitation et maintenance).

The Public Finances General Directorate (DGFIP) carries out its assignments at the centre of the financial life of the French Republic, at both national and local levels : assignments of tax management and audit and assignments of public management for the State and the local authorities. As far as **taxation and land registration** are concerned, the DGFIP is in charge of formulating legislation and statutory regulations [according to government policy].

DGFIP's responsibility consists in processing returns from businesses and individuals, calculating the amount of direct taxes due either to the State or the local authorities, operating audits and interventions and fight against tax fraud.

The DGFIP is also in charge of tax collection for business and personal taxes, and when needed, carries out enforcement. It collects local taxes for the local authorities and then transfers the money to them.

Its law department handles claims, complaints and even court litigations, either relating to assessment, audits and interventions or collection.

As part of its land registry responsibility, it must compile and maintain the valuation list of properties for tax purposes, establish land mapping data and operate land registration and publicity.

In the sphere of **public management**, the DGFIP runs the accounts of the State, local authorities and government agencies. It pays the expenditure, operates revenue collection, keeps the account books and provides the budget and accounting reports. In the field of public properties, the DGFIP is responsible for valuation and management, as well as providing State property policy.

Finally, the DGFIP's role expands to the core of the economic sphere: it takes part in the implementation of Government objectives and policy, providing financial expertise and counsel, and contributing to the support of struggling enterprises. It is also in charge of running the deposits of agencies and professionals in charge of public interests.

The DGFIP relies on the National University of Public Finances (ENFiP) to support its assignments. The ENFiP is involved in initial and continuous training of officers and executives. The DGFIP also controls and monitors its activity with internal audit and risk control bodies. Finally, the IT department supports and operates software and hardware from all areas of activity of the DGFIP.

For the period 2013-2018, the DGFIP has committed itself to a strategic approach built around the following four objectives:

- Contribute to the financial strength of public institutions;
- Foster an environment of trust in the country through the quality of its service and its proximity with all users and partners;
- Provide a general range of e-services;
- Create a common culture (particularly in terms of simplification, openness to the outside world...)

## SOME 2012 FIGURES

### HUMAN RESOURCES

- **115,411 staff**
- **61.4%** female and **38.6%** male

### MAIN TAX RECEIPTS

State tax :

- **€ 173.3 billion** VAT
- **€ 58.6 billion** Corporation Tax
- **€ 65.5 billion** Income Tax
- **€ 5 billion** tax on wealth

Local taxes

- **€ 77.7 billion** property, personal and business local taxes

### INDIVIDUALS

- **36.4 million** income tax returns, from which almost **13 million on the Internet**
- **61.7 million** local property and household occupation taxes

### BUSINESSES

- **5 million** businesses are VAT liable
- **1.8 million** businesses are Corporation tax liable
- **90%** of VAT and corporation tax receipts are paid on-line or through direct debit

### TAX AUDIT

- **€ 18.1 billion** of rights and penalties
- **€ 1.5 million** tax audits (from the desk and on-the-spot)

### LAND REGISTRATION

- **104 million** land and **50 million** properties registered

### PUBLIC EXPENDITURES

- Government spending : **€ 612.4 billion**
- Local authorities spending : **170,000** budgets, among those
  - **€ 26.8 billion** for regions
  - **€ 66.8 billion** for departments
  - **€ 89.9 billion** for county councils
  - **€ 35.2 billion** for public authorities funded by their own specific taxes

### PUBLIC PROPERTY

- **€ 515 million** of receipts from sales
- **188,900** property valuations

### BUDGET (operating costs)

- Human resources: **€ 7.1 billion**
- Other (operating costs and investments) : **€ 1,3 billion**

### TRAINING

- 269 000 man days are dedicated to training (initial, in-house training and preparation for competitive examinations)

### INFORMATION TECHNOLOGY

- 300 software applications fully managed (development, operation and maintenance)